



PROGRAMME REDEVABILITÉ

Rendre compte, tenir compte, demander des comptes.



Éditorial



À la Une

Interview de M. Luc
GANDEMEY, sur
le Projet d'Appui
spécial à l'Apurement
Juridictionnel des
Comptes de Gestion des
communes (PAAJCOG)

Sommaire

- Editorial 1
- Zoom sur trois partenaires
FoSIR 2022 2
- Atelier-laboratoire
de laMdSC.....2
- Atelier de bilan final des
projets du FoSIR 2021.....3
- Formation sur le manuel de
reddition de comptes publics
communaux.....4
- Opportunités.....4
- Ressources.....5
- Innovations: Numéro vert du
gouvernement.....5
- Entretien.....6

Bonjour !

Ce nouveau numéro du bulletin d'information du Programme Redevabilité revient sur le bilan final du 1er Appel à Propositions du Fonds de Soutien aux Initiatives de Redevabilité (FoSIR 2022).

L'atelier, organisé à la fin du mois de mars, a permis de faire le point d'exécution physique et financière de chaque projet et de présenter les changements significatifs/effets obtenus, ainsi que les bonnes pratiques et leçons apprises.

Toujours dans le souci d'obtenir des changements en termes d'amélioration de l'offre des services publics, la Maison de la Société Civile, a réuni à Cotonou, une quarantaine de parties prenantes autour d'un atelier-laboratoire de campagne de plaidoyer et d'interpellation(à lire à la p2).

Egalement au cours du mois d'avril, l'ONG ALCRER a renforcé les compétences des acteurs de la production des comptes administratifs et de gestion sur le nouveau manuel de procédures de reddition de comptes publics communaux. (p4)

Vous allez aussi découvrir dans ce numéro, l'innovation du mois, qui s'est intéressée aux numéros verts publics au Bénin, «facteurs de la promotion de la bonne gouvernance et de la redevabilité».

Pour finir, nous avons eu le plaisir de nous entretenir M. Luc GANDEMEY, Chargé de programme redevabilité financière à ALCRER, sur les grandes articulations du PAAJCOG ainsi que son impact sur les communes en matière de promotion de la redevabilité financière.

Bonne lecture!



NOS PARTENAIRES À L'HONNEUR

Zoom sur trois partenaires FoSIR 2023

AMCB

AMC BENIN

L'Association
d e s

Médecins Communautaires du Bénin (AMCB), met en œuvre le Projet d'appui à l'amélioration des prestations sanitaires en faveur des femmes en zones rurales.

L'objectif du projet est de permettre à la population et les femmes de Nikki, Kalalé et Pèrèrè, de porter leurs préoccupations aux responsables des centres de santé par la systématisation de l'offre et de la demande de redevabilité.

Le projet est exécuté sur 12 mois avec un budget de 10 582 500 Francs cfa.



A f r i q u e Tandem (AT- ONG)

Dans le cadre du FoSIR 2022, **AT-ONG** met en œuvre le projet «**Agir pour l'effectivité des droits des élèves à une éducation équitable, inclusive et de qualité à Parakou.**»

Le résultat visé par le projet est libellé comme suit : « Les communautés (APE et Bénéficiaires) sont conscientes de leurs droits et plaident pour une éducation équitable, inclusive et de qualité auprès des enseignants et des autorités locales qui en ont le devoir».

Avec un budget de 9 732 000 F CFA, le projet est mis en œuvre sur une période de 12 mois.



OGDSU

Le Groupe
de Solidarité
pour un

Développement Universel, dans le cadre du FoSIR 2022, met en œuvre le projet d'«**Amélioration de l'offre de service de santé sexuelle et reproductive dans les centres de santé d'arrondissement de la commune de Tchaourou.**»

Le projet vise à améliorer la qualité des services de santé sexuelle et reproductive offerts aux usagers, dans 10 centres de santé d'arrondissement.

Il est mis en œuvre sur une durée de 12 mois avec un budget de 11 250 000 F CFA.

Atelier-laboratoire de campagne de plaidoyer et d'interpellation



Aperçu des participants

Valider collectivement les notes sectorielles de position et déterminer la stratégie générale à déployer dans le cadre de la campagne d'interpellation, c'était le but du laboratoire organisé par la Maison de la Société Civile (MdSC) qui a réuni une quarantaine de parties prenantes du 04 au 06 avril 2023 à Cotonou.

Le cadre de résultats du Programme Redevabilité, à sa phase 2, propose, au titre de l'output 2.4 : « un plan de campagne/plaidoyer mobilisant les alliés et partenaires est mise en œuvre, suivi et évalué». Dans ce cadre, la campagne d'interpellation pour l'amélioration des services sociaux de base est une

composante du projet Trait d'Union mis en œuvre par la Maison de la Société Civile (MdSC) et financé par le Programme Redevabilité.

Lire l'article en intégralité sur site officiel: <https://redevabilite.bj/actualite/2424>

ACTUALITÉS

Atelier de bilan final de mise en œuvre des projets du FoSIR 2021

Les OSC présentent le niveau d'atteinte des résultats et préparent la clôture des projets



L'atelier de bilan final de la mise en œuvre des projets financés dans le cadre du 1er appel à propositions du Fonds de Soutien aux Initiatives de Redevabilité (FoSIR), s'est déroulé à Dassa, du 29 au 31 mars 2023.

Sous la supervision de l'Unité de gestion du Programme Redevabilité et de la Coopération Suisse, les chargés ou coordonnateurs de projet et les spécialistes en suivi-évaluation des OSC financés dans le cadre du premier appel à proposition du FoSIR, se sont retrouvés afin de faire le bilan de la mise en œuvre des projets et de documenter le niveau d'atteinte des résultats prévus des différents projets.

En effet, le premier appel à propositions a été lancé en avril 2020 et a abouti à la mise en place de subventions au titre des guichets 1 et 2 au profit d'une vingtaine d'OSC et intercommunalités. La majorité de ces initiatives étant arrivée à terme, il est donc apparu nécessaire de faire le bilan de mise en œuvre et d'analyser les impacts et changements apportés par ces projets.

L'atelier, qui a duré trois jours, a permis aux représentants des OSC financées, de partager avec les acteurs, le point d'exécution physique et financier de chaque projet et de présenter les changements significatifs/effets obtenus, ainsi que les bonnes pratiques et leçons apprises.

Camille Yabi, Chef d'Equipe Adjoint de l'Unité de

gestion du Programme Redevabilité, s'adressant aux OSC et intercommunalités, a fait savoir, qu'« il s'agira au cours de cet exercice de faire toucher du doigt ce que vous avez contribué à changer, que ça soit dans la vie des populations ou soit dans le cadre législatif ou réglementaire. »

Les différentes présentations du marché de l'information organisé à cet effet, a justement permis de faire ressortir et de mettre l'accent sur:

- quelques activités réalisées dans le cadre des projets
- les stratégies de mise en œuvre
- quelques indicateurs
- les grands résultats/effets induits
- les difficultés et leçons apprises
- les perspectives pour la pérennisation des initiatives.

Par ailleurs, l'UGP du Programme Redevabilité a profité du cadre pour faire le point des documents encore attendus de chacun des porteurs de projet et donner un délai de transmission des documents manquants.

Enfin, les modalités pratiques de clôture des projets ont été présentées aux porteurs de projet et des pistes de réflexion ont été posées en ce qui concerne l'avenir du FoSIR. Pour M. Florian BRANDLI, Chef Domaine Gouvernance/Education de la Coopération Suisse, « C'est l'heure de réfléchir au futur du FoSIR pour voir comment on peut pérenniser ce fonds, qui est un mécanisme de financement unique de la société civile. Nous voudrions bien le rendre plus durable et multi-bailleurs » a-t-il relevé.



Photo de famille

ACTUALITÉS

Gouvernance
Locale

Les acteurs de la production des comptes administratifs et de gestion à l'école du nouveau manuel de procédures de reddition de comptes publics communaux



Ces dernières années, le Bénin a connu des réformes dans les secteurs de la décentralisation et des finances publiques. Afin de prendre en compte les avancées et les importants changements nés desdites réformes, le manuel de procédures de reddition des comptes publics communaux a été relu sous l'étroite coordination de la Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité publique (DGTCP). Et ceci aux fins de l'harmonisation des pratiques et de l'accompagnement des acteurs dans la reddition des comptes.

C'est pour accompagner l'appropriation dudit manuel relu que le Projet d'Appui spécial à l'Apurement des Comptes de gestion des communes (PAAJCOG), mis en œuvre par ALCRER, a organisé du 12 au 14 avril à l'Hôtel TERRA NOSTRA de Ouidah, un atelier de vulgarisation du nouveau manuel de procédures de reddition de comptes à l'usage des acteurs communaux. Il s'agit du 4ème atelier de vulgarisation

sur une série de six ateliers prévus pour couvrir toutes les communes du Bénin. Il rassemble les Secrétaires exécutifs, les Responsables des Affaires Administratives et Financières, Trésoriers communaux, Receveurs et Inspecteurs des impôts des communes du Bénin.

L'atelier a été rehaussé de la présence des Messieurs OSSENI Rachidi, YABI O. Camille et de ASSOGBA V. Martin respectivement Directeur de la Formation Professionnelle du Trésor, Chef d'Equipe Adjoint de l'Unité de Gestion du Programme Redevabilité et Directeur Exécutif de l'ONG ALCRER.

Au cours dudit atelier, les participants ont échangé sur les nouvelles exigences en matière de reddition de compte au niveau des communes, les rôles et responsabilités de chaque acteur ainsi que les délais impartis, la qualité des comptes en l'occurrence les états financiers des collectivités territoriales. Ce fut aussi une occasion de partage d'expériences et de recherche de solutions aux nombreux problèmes auxquels sont confrontés les acteurs dans l'exercice de cette obligation de transparence et de redevabilité.

Rappelons que la présente initiative de vulgarisation est conduite par la DGTCP et co-financée par le Programme Redevabilité de la Coopération Suisse et le Projet ReFORME de la GIZ.

Opportunités

Appel à recrutement d'un/d'une consultant/e pour l'élaboration d'un module de formation sur la qualité et la redevabilité - 16 mai

Dans le cadre du plan d'appui à l'Etat (DDC - 2022/24), le Ministère du Développement et de la Coordination de l'Action Gouvernementale (MDCAG), a inscrit des activités de renforcement des capacités sur la qualité et la redevabilité.

L'Unité de Gestion du Programme Redevabilité se propose d'appuyer cette initiative en apportant un appui financier et technique au recrutement d'un/e consultant/e pour la conception du module de formation sur la qualité et la redevabilité, et pour animer une session de formation.

Télécharger le dossier de candidature sur redevabilite.bj/autres-opportunités

RESSOURCES

CIVICUS : Alliance Mondiale pour la Participation Citoyenne a publié le 30 mars dernier, le «Rapport annuel sur l'état de la société civile»



RAPPORT SUR L'ÉTAT DE LA SOCIÉTÉ CIVILE 2023



Le rapport décrit comment, malgré des pressions exercées sur l'espace civique et des énormes défis mondiaux, la société civile se développe, se diversifie et élargit son répertoire d'actions.

S'appuyant sur ses atouts particuliers que sont la diversité, l'adaptabilité et la créativité, elle continue d'évoluer. Une grande partie de l'énergie radicale de la société civile provient de petits groupes informels, souvent formés et dirigés par des femmes, des jeunes et des peuples autochtones.

Principales conclusions

- La société civile, personnage-clé dans la réponse aux conflits et aux crises humanitaires, fait face à des représailles
- Les échecs catastrophiques de la gouvernance mondiale soulignent l'urgence d'une réforme
- De nombreuses personnes se mobilisent

en réponse au choc économique, exposant simultanément des problèmes plus profonds

- Le droit de manifester est attaqué, même dans les démocraties de longue date
- L'érosion de la démocratie prend plusieurs formes – et parfois les dirigeants élus en sont à l'origine
- La désinformation déforme le discours public, sape la démocratie et attise la haine
- Les mouvements en faveur des droits des femmes et des personnes LGBTQI+ progressent contre vents et marées
- La société civile est le principal moteur de l'action pour le climat
- La société civile se réinvente pour s'adapter à un monde en mutation. [...]

Retrouver le pdf du rapport sur:
[Civikus.org](https://civikus.org) / Rapport 2023 état de la société civile

INNOVATIONS

Qu'est-ce qu'un numéro vert ?

Les numéros verts publics au Bénin, facteurs de la promotion de la bonne gouvernance et de la Redevabilité

Lire l'intégralité sur:
<https://redevabilite.bj/actualite/2424>

Les numéros verts deviennent aujourd'hui l'un des mécanismes de feedback et de rétroaction les plus priorités et mis à la disposition des clients, consommateurs, citoyens, etc.

Dans cet article nous ferons un zoom sur les numéros verts, ensuite, nous rappellerons quelques principales lignes vertes mises en place par le Gouvernement, sans oublier de revenir sur l'importance de la boucle de rétroaction dans l'écosystème de la redevabilité. [...]

Par décret n° 2022-040 du 19 janvier 2022 portant création de la Cellule d'Analyse et de Traitements des Plaintes

et Dénonciations, le Gouvernement a mis à la disposition de la population, un dispositif de collecte de plaintes et dénonciations relatives à des actes ou de corruption, de mauvaise gouvernance, de mauvaise gestion, de pratiques assimilées ou connexes à la corruption.

Désormais, les citoyens peuvent appeler gratuitement le Numéro vert 155 ou se rendre sur la plateforme <https://denonciation.bj> pour dénoncer les actes de corruption et de mauvaise gouvernance au Bénin dont ils ont connaissance ou en ont été victimes. [...]

INTERVIEW

«Notre projet a permis de former l'ensemble des acteurs des 77 communes intervenant dans la reddition des comptes administratifs et de gestion des collectivités locales.»



”

**M. Luc
GANDEMEY,**

*Chargé de
programme
redevabilité
financière à
l'ONG ALCRER*

Dans cet entretien à retrouver en intégralité sur redevabilite.bj, Luc GANDEMEY revient sur les grandes activités réalisées jusque-là et les impacts sur les communes en matière de promotion de la redevabilité financière.

1- L'ONG ALCRER, avec l'appui financier de la Coopération Suisse, met en œuvre le PAAJCOG (Projet d'appui spécial à l'apurement juridictionnel des comptes de gestion des communes). Quels sont les objectifs, axes et communes d'intervention du projet ?

Le Projet PAAJCOG veut contribuer à la consolidation de la redevabilité financière des communes du Bénin à travers une production complète des comptes de gestion et leur apurement effectif par le juge financier. [...] Nos activités couvrent l'ensemble des 77 communes et des structures au niveau national telles que la Cour des comptes et la Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité publique (DGTCP).

2- Le PAAJCOG à travers son intervention, vise à accroître la redevabilité financière. A ce jour, quelles sont les grandes activités réalisées dans ce sens ?

Nous avons appuyé la Direction générale du trésor et de la comptabilité publique pour le rattrapage des comptes de gestion de 15 communes qui accusent des retards dans la production desdits comptes entre 2003 et 2015. La contribution du projet PAAJCOG a permis la production de 173 comptes de gestion des communes. Désormais, plus aucune commune du Bénin n'aura de retard en matière de production de ses comptes de gestion. [...]

3- Vous travaillez également sur la vulgarisation de la version citoyenne des budgets communaux. En quoi cette initiative participe-t-elle à renforcer la redevabilité financière au niveau des communes ?

[...] L'initiative de l'ONG ALCRER offre aux communes l'occasion de pouvoir participer concrètement à la transparence budgétaire en améliorant l'accessibilité du public aux informations financières. L'activité a consisté à réaliser, dans un format léger et accessible, des versions du budget communal destinées à permettre aux citoyens de comprendre l'essentiel des prévisions budgétaires de l'année 2023 ainsi que la proportion des principaux investissements des communes dans les domaines tels que l'agriculture, la santé, l'éducation, l'économie locale, le transport, l'eau et l'assainissement, etc. [...]

4- Quels sont alors les résultats et grands changements obtenus en matière d'apurement des comptes de gestion des communes et de redevabilité financière ?

A grands traits, notre projet a permis de former l'ensemble des acteurs des 77 communes intervenant dans la reddition des comptes administratifs et de gestion des collectivités locales. [...]